

L'OFCE ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2017

Xavier Ragot

Président de l'OFCE

La période des élections présidentielles est un moment intense de débat public, de cristallisation des visions et des programmes. Les élections présidentielles de 2017 seront marquées par des débats de politique internationale ou de sécurité intérieure. Cependant, les questions économiques resteront très présentes du fait de l'absence de consensus sur l'état économique de la France, les positions se situant entre un catastrophisme prophétique et un optimisme relatif. La situation européenne est quant à elle à la fois peu discutée sur le fond et source de grande incertitude.

À ces éléments s'ajoute la forme nouvelle du débat public en France. L'organisation d'élections primaires dans les deux principaux partis politiques, Les Républicains et le Parti Socialiste, conduit les candidats à préciser dès maintenant à la fois leur diagnostic et les mesures économiques envisagées. Par ailleurs, l'émergence d'instituts et de *Think Tanks*, qui se proposent d'évaluer les politiques publiques, de manière parfois partisane, change la tonalité du débat économique vers plus de rigueur dans les évaluations.

Dans ce nouvel environnement, la mission de l'OFCE est de contribuer au débat public en éclairant les enjeux économiques de court et de long terme, national et européen, dans les années à venir. Pour ce faire, l'OFCE proposera trois types de travaux dans le cadre du débat économique.

1. Évaluer les propositions de politique économique

Tout d'abord, l'OFCE se propose d'évaluer certaines propositions phares discutées dans le débat public par les candidats aux élections présidentielles. Plutôt que d'évaluer des programmes encore flous, évaluer des mesures précises possède le mérite de confronter des objectifs à des résultats. De fait, l'histoire montre que les

programmes économiques peuvent évoluer de manière continue à des rythmes différents. Ensuite, il existe un risque de traitement asymétrique des candidats. Pour éviter de se concentrer de manière exclusive sur un côté de l'échiquier politique, une discussion des mesures permettra de couvrir un champ large des partis politiques, sans se concentrer sur les deux plus grands partis.

Notre première étape dans l'évaluation des propositions de politique économique consistera à réaliser un bilan (encore préliminaire) sur le quinquennat qui s'achève. Cela fera l'objet d'une première publication :

- **le bilan économique du quinquennat** : quels critères pour quels résultats ?

Par ailleurs, à ce jour, nous avons identifié cinq propositions-phares de part et d'autre de l'échiquier politique. Elles concernent :

- **les dépenses publiques** : leur niveau est-il (trop) élevé ? Quel sera l'impact économique d'une réduction des dépenses publiques et ce, pour quel(s) objectif(s) ?
- **les allocations chômage** : quel impact des mesures d'économies proposées ?
- **les retraites** : une évaluation des réformes visant l'équilibre du système de retraite
- **la fiscalité du capital** et, notamment de l'ISF : quels éléments devraient comporter la réforme ?
- **le revenu universel** : quels objectifs pour quels coûts ?

Ces mesures abordent sans les épuiser la question du budget de l'État, du marché du travail, des systèmes de retraites. Ces mesures ne sont pas exhaustives et évolueront en fonction du débat public. Elles donneront lieu à des diagnostics et évaluations, qui seront publiés de septembre 2016 à février 2017 sous la forme de courtes synthèses.

2. Analyser les questions-clés pour le débat public

Cette première série d'évaluations est réactive et vise à évaluer les mesures déjà proposées.

Elle ne comporte pas certaines questions-clés qui, à tort, sont absentes du débat public. De ce fait, l'OFCE fournira des analyses et développements sur des questions-clés qui sont trop peu discutées.

Parmi celles qui donneront lieu à des analyses et synthèses, sont déjà identifiées :

■ La croissance à 5 ans

L'ensemble des mesures déjà engagées et le rétablissement poussif de la croissance en Europe permettent d'envisager une trajectoire de croissance *possible* à l'horizon de cinq ans. Bien sûr, à cet horizon, des aléas politiques et économiques peuvent invalider ces prévisions. Cependant, l'exercice est utile : il permet de définir une trajectoire *de base* pour la croissance, le chômage, le déficit public, et de fournir des éclairages sur l'état de la France.

■ Déficit public, dette publique et capital public

Le débat sur le déficit public ne considère souvent qu'un aspect de l'insertion de l'État dans l'économie. La dette publique finance l'investissement qui s'accumule dans un capital public nécessaire à la croissance, comme les infrastructures mais aussi le système de santé et de formation. Par ailleurs, les impôts et le déficit public financent les frais de fonctionnement de l'État. L'objet de l'analyse sera de mettre en regard la dette publique et le capital public pour identifier le rôle de l'investissement public et de son financement dans la croissance.

■ Écologie

Sans conteste, cette question est un enjeu essentiel à court terme. En effet, si les conséquences de nos choix actuels ne seront perceptibles que dans plusieurs années, c'est maintenant que les changements de trajectoires pour une croissance soutenable doivent être débattus. Les différents *scenarii* d'évolution du climat et de choix de politique économique seront discutés.

■ Inégalités, discrimination et égalités des chances

Le thème de l'inégalité est devenu légitimement un thème central, à l'intersection du politique et de l'économique. L'évolution des écarts de revenus entre les salariés, entre les qualifications, entre les genres et entre les territoires doivent être mis en évidence pour penser les gains économiques de la croissance.

■ Politique de l'offre et tissu productif

La santé du tissu productif français a été un enjeu du précédent quinquennat, justifiant des mesures comme le

CICE ou le pacte de compétitivité. Quel est aujourd'hui l'état des entreprises en France, de leur capacité exportatrice ? Quels ont été les effets des politiques en faveur des entreprises ?

3. La question européenne

Le troisième moment de la contribution de l'OFCE au débat des élections présidentielles concerne l'ensemble des questions européennes, déterminantes pour la politique économique française. Si les pays européens sont évoqués, c'est souvent pour comparer leurs trajectoires économiques.

Deux questions centrales restent inabordées : l'orientation des politiques économiques au sein de la zone euro et l'évolution des frontières de l'Europe. L'orientation de la politique monétaire, et tout particulièrement la politique non-conventionnelle de la BCE visant des taux d'intérêt bas, déterminera les conditions de financement des États européens. Le rythme de réduction des déficits et dettes publics, la mise en place d'un budget européen, ou d'un plan de relance additionnel de l'investissement, sont autant de facteurs déterminants pour la politique économique française. La question de l'évolution des frontières de l'Europe est de nouveau d'actualité depuis les suspensions de l'espace Schengen et le vote britannique en faveur du Brexit. La question de la zone euro, avec la gestion calamiteuse des problèmes économiques de la Grèce ou, plus généralement, les propositions de sortie de la zone euro, pose la question plus fondamentale de la survie de la zone euro dans son format actuel.

L'OFCE étudie les questions européennes dans de nombreux documents à portée internationale. En particulier, le Rapport iAGS étudie la croissance et la politique économique de la zone euro. Les contributions de l'OFCE au *Monetary dialogue* du Parlement européen étudient la politique monétaire et la stabilité financière en Europe. Dans le cadre des élections présidentielles, l'OFCE présentera une synthèse à destination du débat français, en insistant sur les options de politique économique. La question de la gouvernance, qui recoupe la démocratisation des instances européennes et les lieux adéquats des décisions économiques doit être directement abordée, tant la défiance pour la construction européenne se développe.

L'ensemble de ces contributions peut sembler bien vaste pour une seule institution, même pour l'OFCE. Elles sont possibles par l'accumulation des analyses menées à l'OFCE dans le cadre de son travail de prévision, de ses travaux sur les déséquilibres européens, ou sur le tissu productif et l'hétérogénéité sectorielle de l'économie française ■

Événements

Journées de l'économie



L'OFCE est partenaire des Journées de l'économie (JÉCO) : « La grande mise à jour »
8, 9 et 10 novembre 2016 à Lyon

Les débats avec les chercheur-e-s de l'OFCE :

Le plan Juncker : dernière chance pour la croissance européenne ?
Jérôme Creel

France / Allemagne : la grande divergence
Xavier Ragot

La croissance a-t-elle un avenir ?
Xavier Ragot

John Hicks au confluent des écoles de pensée
Jean-Luc Gaffard

La baisse des cotisations : un outil efficace ?
Sarah Guillou, Éric Heyer

Workshop EME

L'OFCE organisera (les 12 et 13 décembre 2016) deux journées d'études dédiées aux questions monétaires, avec un focus particulier sur leurs aspects empiriques. Ce rendez-vous accueillera cette année comme orateurs invités :

- **Michael Ehrmann** (Banque du Canada)
- **José-Luis Peydró** (Université de Pompeu Fabra & CEPR)

Pour plus d'information : Workshop EME (Empirical Monetary Economics)

Blog

Le Blog de l'OFCE analyse l'actualité économique française et européenne au travers de billets et notes.

Les commentaires sont ouverts : venez débattre avec nous.

<http://www.ofce.sciences-po.r/blog/>

Travaux de l'OFCE

La Découverte, Collection *REPÈRES*

L'économie française 2017

Chaque année, l'OFCE propose dans la collection « Repères » un bilan accessible et rigoureux de l'économie française. L'édition 2017 présente l'état de la conjoncture, les principales tendances et les grands problèmes. Qu'apporterait le prélèvement à la source ? Quel est le coût du crédit d'impôt recherche ?



Cette année 2017 est aussi une année électorale. Nous proposons un premier bilan préliminaire du quinquennat de François Hollande dans lequel nous revenons sur les performances de l'économie française entre 2012 et 2017 en termes de croissance, de finances publiques, de compétitivité des entreprises, de pouvoir d'achat des ménages et de marché du travail.

Des références bibliographiques ainsi que de nombreux tableaux et graphiques complètent un ouvrage dont les précédentes éditions ont été particulièrement bien accueillies par les lecteurs, les spécialistes et la presse.

Cet ouvrage a été réalisé sous la direction d'Éric Heyer.

■ Working Papers OFCE

The Effects of Labour Market Reforms upon Unemployment and Income Inequalities: an Agent Based Model, G. Dosi, M. C. Pereira, A. Roventini, M. E. Virgillito
n° 24 – juillet 2016.

Complexity and the Economics of Climate Change: a Survey and a Look Forward, T. Balint, F. Lamperti, A. Mandel, M. Napoletano, A. Roventini, A. Sapio
n° 23 – juillet 2016.

Le retour de l'économie keynésienne, Xavier Ragot
n° 14 – mai 2016.

Recession, Austerity and Gender A Comparison of Eight European Labour Markets, Hélène Périvier
n° 5 – février 2016.

Que nous apprennent les données macro-sectorielles sur les premiers effets du CICE ? Évaluation pour la période 2014-2015t2, Bruno Ducoudré, Éric Heyer, Mathieu Plane
n° 29 – décembre 2015.

■ Ouvrages

L'Économie européenne 2016, sous la direction de Jérôme Creel, *Repères*, Éditions La Découverte, février 2016.

Contact : Communication
sylvie.legolvan@ofce.sciences-po.fr

les publications de l'OFCE



Revue de l'OFCE 145

MESURER LE BIEN-ÊTRE ET LA SOUTENABILITÉ

Pourquoi vouloir mesurer le bien-être ? Parce qu'aujourd'hui le bien-être humain est pluriel et multidimensionnel. Outre le revenu, la santé, l'éducation, les conditions environnementales en font partie.

Pourquoi vouloir mesurer la soutenabilité ? Parce qu'il nous faut changer de modèle économique : minimiser les prélèvements sur la biosphère et la quantité de déchets et favoriser l'utilisation des énergies renouvelables.

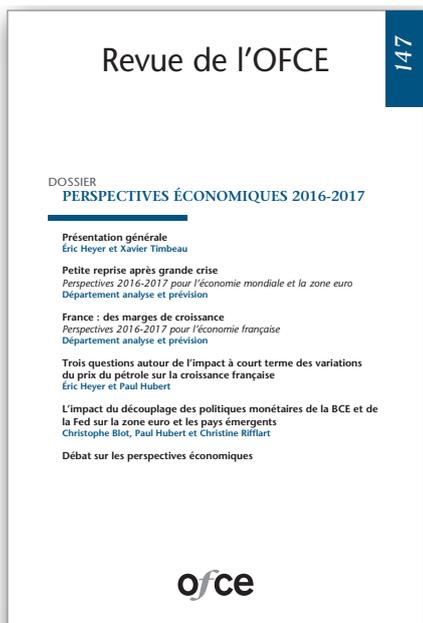
Après avoir mesuré pour comprendre il nous faut mesurer pour changer. Évaluer pour évoluer. La présentation de la *Revue de l'OFCE 145*, par Éloi Laurent.

Revue de l'OFCE 146

VARIA

Ce numéro de La *Revue de l'OFCE* publie des articles sur des thématiques variées :

- **CICE et pacte de responsabilité : une évaluation selon la position dans le cycle**, par Bruno Ducoudré, Éric Heyer et Mathieu Plane
- **Le contrat unique : une auberge espagnole**, par Jacques Barthelemy et Gilbert Cette
- **Comment les français perçoivent-ils l'égalité des chances ?** par Michel Forsé et Maxime Parodi
- **Bénéfices de la diversification internationale des portefeuilles**, par Montassar Zayati, Ameni Sallemi Chaabene et Makram Bellalah
- **Quelle mesure du coût économique et social du mal-logement ?** par Pierre Madec



Revue de l'OFCE 147

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES 2016-2017

Selon nos prévisions d'avril 2016, la croissance mondiale est entrée à nouveau dans une zone de turbulences. Si la dynamique de croissance n'est pas remise en cause, elle est néanmoins révisée à la baisse pour 2016 et 2017. Le ralentissement touche en premier lieu les pays émergents avec une baisse de la croissance chinoise qui se confirme et s'accroît. Le ralentissement de la demande chinoise pèse sur le commerce mondial et contribue à la faiblesse du prix du pétrole, ce qui accroît en retour les difficultés des pays producteurs de pétrole et de matières premières...

En France, après plusieurs années de croissance très faible, une reprise de l'activité semble enfin émerger. Avec 1,2 % en 2015, la croissance française est cependant restée modeste et encore marquée par certains points noirs, particulièrement concentrés dans le secteur de la construction et de l'investissement des administrations publiques. Néanmoins, des signaux positifs sont apparus en 2015, avec notamment un redressement de la situation financière des agents privés et une amélioration des comptes publics.